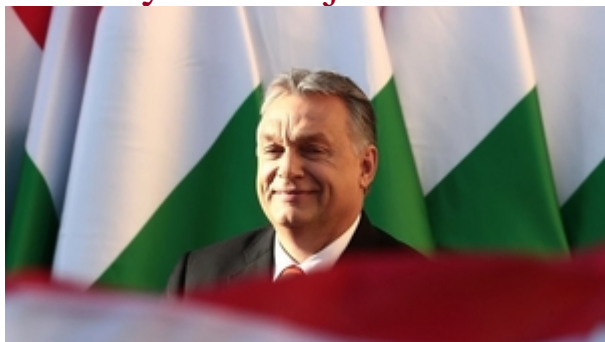


Discours de Victor Orbán lors de la 29ème Université d'été de Bálványos le 28 juillet 2018



Viktor Orbán, Premier ministre de la Hongrie, a tenu un long discours lors de la 29ème Université d'été de Bálványos le 28 juillet 2018 à Tusnádfürd (Bile Tunad, en Roumanie). Nous retranscrivons ci-dessous une partie de son allocution, traduite par nos confrères du [Visegrád Post](#).

Le déclin de la civilisation européenne

Et enfin, je voudrais dire quelques mots de l'Europe. C'est le tronçon le plus accidenté de mon propos, attachez vos ceintures. Ce que je peux dire, Mesdames et Messieurs, en regardant l'Europe et en pensant à l'année qui nous attend, c'est que l'Europe *a été* une grande civilisation. L'Europe a été un centre de force qui a formé le monde. Elle l'a été parce qu'elle a osé penser, elle a osé agir, elle a fait preuve de courage et elle a entrepris de grandes choses. Si nous considérons les différentes civilisations dans une perspective spirituelle, nous pouvons constater – et il y a une abondante littérature là-dessus – qu'elles se construisent sur quatre piliers. Les civilisations sont des phénomènes de nature spirituelle. Leurs piliers sont la religion, la création artistique, la recherche et l'esprit d'entreprise. C'est de cela que se nourrit une civilisation. Si nous portons notre regard sur notre Europe, que voyons-nous ? Qu'en matière de religion, elle a renié ses bases chrétiennes ; qu'en matière de création artistique, nous connaissons la censure et l'on nous contraint au « politiquement correct » ; qu'en matière de recherche, nous sommes dépassés par les Etats-Unis, et bientôt par la Chine ; et qu'en matière d'esprit d'entreprise, ce dernier a été supplanté par l'esprit bureaucratique qui domine aujourd'hui Bruxelles et la réglementation de l'économie. Ces phénomènes, Mesdames et Messieurs, ne sont pas nés hier, mais ils ont pris toute leur acuité sous l'effet de la crise économique de 2008.

La faillite de l'élite européenne

La gravité de la situation – je veux dire la gravité de la situation de la civilisation européenne – est apparue au plein jour sous l'effet de la crise migratoire. Pour simplifier, nous sommes confrontés à une situation où les dirigeants de l'Europe sont inadaptés, parce qu'ils se sont avérés incapables de protéger l'Europe contre la migration. L'élite européenne a fait faillite, et le symbole de cette faillite est la Commission européenne. C'est une mauvaise nouvelle. La bonne nouvelle, c'est que les jours de cette Commission sont comptés. Je les ai même comptés : il lui reste 300 jours à tirer, et son mandat prendra fin. La Commission est une composante importante de l'Union européenne, et ses décisions entraînent des conséquences importantes pour les Etats-membres, ainsi pour la Hongrie aussi. La situation est que la Commission, d'après le Traité constitutif, est la gardienne de ce traité, plus précisément *des traités*. C'est pourquoi elle doit être non-partisane et impartiale, et elle doit garantir les quatre libertés. Au lieu de cela, la Commission européenne d'aujourd'hui est partisane parce qu'elle prend parti pour les libéraux, elle est partielle, parce qu'elle agit contre l'Europe centrale et elle n'est pas l'amie de la liberté, parce qu'au lieu d'agir en faveur des libertés elle œuvre à l'avènement d'un socialisme européen. Réjouissons-nous que ses jours soient comptés. Et après cela, posons-nous la question de savoir *pourquoi* l'élite européenne – qui aujourd'hui est une élite exclusivement libérale – a fait faillite ?

L'Europe de la société ouverte

À cette question, nous pouvons donner la réponse suivante. Pour ce qui me concerne du moins, je cherche la réponse dans le fait qu'en premier lieu elle a renié ses racines, et qu'au lieu d'une Europe reposant sur ses

bases chrétiennes elle bâtit l'Europe de la société ouverte. Dans l'Europe chrétienne, le travail était respecté, l'homme avait sa dignité, l'homme et la femme étaient égaux, la famille était la base de la nation, la nation était la base de l'Europe, et les États étaient garants de la sécurité. Dans l'Europe de la société ouverte d'aujourd'hui, il n'y a plus de frontières, les Européens sont interchangeables avec les immigrés, la famille est devenue un cadre de cohabitation variable selon les goûts, la nation, la conscience nationale, le sentiment d'appartenance à une nation sont considérés sous clef négative et comme devant être dépassés, et l'État ne garantit plus la sécurité en Europe. Être Européen dans l'Europe libérale ne signifie en réalité rien, cette Europe ne donne aucune orientation, elle n'est qu'une forme sans contenu. Et de plus, Mesdames et Messieurs, la démocratie libérale s'est transmuée – je fais maintenant droit à la provocation de M. le Pasteur Tkés, comme quoi je dois dire quelque chose de l'illibéralisme – la démocratie libérale s'est donc transmuée pour devenir une « non-démocratie libérale ». Cela veut dire qu'en Occident il y a le libéralisme, mais pas la démocratie.

Censure en Occident

Nous pouvons justifier notre argumentation sur le déficit démocratique par le fait qu'en Europe occidentale la limitation de la liberté d'expression et la censure sont devenues générales. Les dirigeants des États et les géants de la technologie contrôlent conjointement les informations désagréables pour l'élite libérale. Ceux qui ne le croient pas n'ont qu'à consulter ces sites, ils n'ont qu'à aller sur les réseaux sociaux et voir avec quels trésors de ruse et d'ingéniosité ils effacent les accès aux informations négatives relatives aux migrants et aux questions qui leur sont liées, et comment ils empêchent les citoyens de l'Europe de connaître la réalité. La conception libérale de la liberté d'expression conduit les libéraux à considérer la diversité des opinions comme importante jusqu'au moment où ils constatent avec stupéfaction qu'il existe également d'autres opinions. La liberté de la presse « à la libérale » nous rappelle la vieille blague soviétique, qui disait que quelle que soit la manière dont on assemble le produit de l'usine de bicyclettes, il en sortira toujours une mitrailleuse. Cette liberté de la presse « à la libérale », quelle que soit la manière dont on l'assemble, produira toujours de la censure et du politiquement correct.

Les élections européennes de 2019

Voilà le diagnostic que je peux faire. Voyons ce que nous pouvons espérer après tout cela. Que devons-nous faire, que pouvons-nous faire ? Pour ma part, je vous donne à tous le conseil de concentrer toutes nos forces sur les élections européennes de 2019. Bon nombre d'entre vous se souviennent certainement que ces élections européennes, qui reviennent tous les cinq ans, étaient un peu considérées par-dessus la jambe, et qu'on ne leur attribuait pas grande signification. Je rappelle aussi que les élites européennes se plaignaient régulièrement qu'il était bien dommage que chaque élection européenne porte en fait sur des affaires nationales et qu'il n'y ait pas de sujet constitutif d'une grande question européenne sur laquelle pourraient se prononcer ensemble les citoyens de l'Europe. Je vous signale que cette situation a pris fin. Il y a désormais une question sérieuse qui intéresse l'Europe tout entière, et sur laquelle – à l'exception de la Hongrie, où nous avons organisé un référendum sur le sujet – les gens n'ont nulle part été interrogés, et de laquelle il est grand temps qu'une élection européenne fasse son thème central : la migration, et l'avenir qu'elle nous réserve. C'est pourquoi je suggère que dans l'année qui s'ouvre nous concentrons toutes nos forces sur ces élections, qui seront déterminantes pour notre avenir. Si l'Europe décide en faveur de la migration, elle décide bien entendu aussi de ce que nous appelons l'élite européenne, et répond à la question de savoir si cette élite a bien géré le phénomène migratoire. L'élite européenne est visiblement nerveuse. Elle est nerveuse, parce qu'à la suite des élections européennes qui nous attendent, et sous l'effet d'un éventuel résultat favorable à notre bord, la vaste transformation de l'Europe, que nous appelons chez nous le « plan Soros », subirait un coup d'arrêt. Le grand objectif de transformation de l'Europe et de son passage à l'ère post-chrétienne, à l'ère post-nationale, ce processus est susceptible de se casser les dents sur les élections européennes, et notre intérêt fondamental, Mesdames et Messieurs, est que ce soit bien le cas.

L'entrave à une majorité politique chrétienne

Nos adversaires sont à deux doigts du succès. Nous ne nous en rendons même pas compte. Et nous ne nous rendons pas compte non plus de la signification de ce risque. Sans vouloir être trop long, je voudrais en donner une brève illustration. Si vous vous remettez en mémoire les dernières cent et quelques années de la démocratie européenne, vous pourrez découvrir la structure qui a été déterminée par la compétition entre les communautés demeurées pour l'essentiel fidèles aux traditions chrétiennes, disons les partis

chrétiens-démocrates d'une part, et les formations qui contestaient cette tradition et s'en éloignaient, disons les partis de gauche ou les partis libéraux d'autre part. L'Europe progressait au rythme de la concurrence que se livraient ces deux forces, dont tantôt l'une, tantôt l'autre avait le dessus. Cette compétition était salubre, dans la mesure où elle libérait les énergies et les forces spirituelles. Au fond, c'est cette alternance qui a assuré le développement de l'Europe. C'était une concurrence à la fois politique et spirituelle. Voilà comment fonctionnait l'Europe jusqu'à maintenant. C'était cela, la politique européenne, c'est ainsi que se décidaient les rapports de force au sein de l'Europe. Mais si maintenant, mes chers amis, l'on en arrive à une situation où tel ou tel pays se retrouve avec une population musulmane de dix pour cent ou plus, dont nous savons qu'elle ne votera jamais pour un parti chrétien, et si nous l'ajoutons à la population des Européens de souche qui n'ont pas d'attachement pour les traditions chrétiennes, il est clair que l'on ne pourra plus jamais gagner d'élections en Europe sur une base chrétienne. Les groupements fidèles aux traditions chrétiennes seront définitivement exclus des sphères du pouvoir et l'avenir de l'Europe se décidera sans eux. Voilà la situation, voilà le but recherché, et nous en sommes très proches, Mesdames et Messieurs !

Démocratie chrétienne

C'est pour cela que les élections de l'année prochaine seront déterminantes pour nous, que nous devons montrer, dans ces élections, qu'il existe une alternative à la démocratie libérale, qui s'appelle la démocratie chrétienne, et qu'il est possible de renverser l'élite libérale pour la remplacer par une élite chrétienne. Il y a naturellement beaucoup de malentendus en Europe centrale autour de la relation entre le christianisme et la politique, et je dois ouvrir ici une parenthèse. La démocratie chrétienne ne veut pas dire que nous soutenons des articles de foi, en l'occurrence ceux de la foi chrétienne. Ni les États, ni les gouvernements ne sont compétents en matière de salut ou de damnation. Une politique démocrate-chrétienne signifie la défense des formes d'existence issues de la culture chrétienne. Pas des articles de foi, mais des modes de vie qui en sont issus : la dignité de l'homme, la famille, la nation. Le christianisme ne veut pas parvenir à l'universalité au travers de l'élimination des nations, mais bien au travers de leur maintien. Il en va de même pour nos communautés religieuses, qu'il faut également protéger et renforcer. C'est cela le rôle de la démocratie chrétienne, pas de s'occuper des articles de foi.

Démocratie illibérale

Arrivés à ce stade, il ne nous reste plus qu'un seul piège à éviter. C'est un piège de nature spirituelle, inhérent à la nature humaine : l'homme ne sort pas volontiers de sa zone de confort, il ne s'engage pas volontiers dans les débats, il fait volontiers des concessions, mais ce comportement est plus néfaste qu'avantageux dans les débats de nature spirituelle. C'est ici que se balance sous nos yeux un leurre. Ce leurre, c'est que la démocratie chrétienne peut au fond être aussi libérale. Gardons notre calme pour ne pas nous retrouver piégés, parce que si nous acceptons cet argument, c'est tout notre combat qui tombe à l'eau et nous aurons travaillé pour rien. Affirmons tranquillement que la démocratie chrétienne n'est pas libérale. La démocratie libérale est libérale, mais la démocratie chrétienne, par définition, ne l'est pas. Elle est, si vous voulez, « illibérale ». Nous pouvons le démontrer dans quelques questions importantes, et très concrètement dans trois cas : la démocratie libérale soutient le multiculturalisme, la démocratie chrétienne donne la priorité à la culture chrétienne, ce qui relève d'une pensée « illibérale » ; la démocratie libérale soutient la migration, la démocratie chrétienne est contre, ce qui est une pensée clairement « illibérale » ; et la démocratie libérale soutient les modèles de famille à géométrie variable, alors que la démocratie chrétienne soutient le modèle de famille traditionnel, ce qui est aussi une pensée « illibérale ».

L'élite soixante-huitarde

Rassemblons donc nos forces, assumons ce débat spirituel, et équipons-nous ainsi en vue des élections européennes. Nous nous trouvons devant un grand moment, et nous verrons s'il se réalise. Nos chances sont là. Ce n'est pas seulement à la démocratie libérale, et au système libéral non démocratique qui s'est construit dessus que nous pourrions dire adieu en mai prochain, mais à l'ensemble de l'élite soixante-huitarde avec ses armes et ses bagages.

L'élite soixante-huitarde

Rassemblons donc nos forces, assumons ce débat spirituel, et équipons-nous ainsi en vue des élections européennes. Nous nous trouvons devant un grand moment, et nous verrons s'il se réalise. Nos chances sont

là. Ce n'est pas seulement à la démocratie libérale, et au système libéral non démocratique qui s'est construit dessus que nous pourrions dire adieu en mai prochain, mais à l'ensemble de l'élite soixante-huitarde avec ses armes et ses bagages.

Les « quatre-vingt-dixards »

Si l'élite soixante-huitarde dégage, il ne nous reste plus à répondre qu'à une seule question : qui vient ? À cette question, il faut répondre modestement : nous. Posément, tranquillement, avec retenue, nous devons dire que les « quatre-vingt-dixards » viennent prendre la place des soixante-huitards. La génération anticomuniste, chrétiennement engagée, de sensibilité nationale arrive maintenant dans la politique européenne. Il y a trente ans, nous croyions encore que l'Europe était notre avenir. Nous croyons aujourd'hui que c'est nous qui sommes l'avenir de l'Europe. En avant !

Merci pour votre attention !

Source : [Visegrád Post](#)